



CITOYENS

Militants

LE MRC, UNE BOUSSOLE RÉPUBLICAINE POUR LA GAUCHE ET POUR LA FRANCE

ÉDITO

Le 29 mai 2005, 54,7 % des Français disaient « Non » à l'Europe libérale aux ambitions supra-nationales. Dix ans après, avec la crise qui n'en finit pas, nous ne pouvons nous permettre de fanfaronner parce que nous avons raison. Dix ans après ce 29 mai qui vit par la suite le peuple bafoué dans ses choix et son vote, nous avons la tâche de réfléchir collectivement à l'avenir et de proposer un projet d'espoir.

Ces dix ans ont vu émerger une Union européenne de plus en plus technocratique, enfermée dans ses dogmes et sa logique austéraitaire, qui bride les nations au nom de la règle d'or et préfère asphyxier la Grèce que d'écouter son peuple.

Dix ans après, notre constance est notre force pour dessiner notre projet pour la France à l'horizon 2017. Dix ans après, nous devons étayer encore nos analyses et d'autant plus expliquer notre projet aux citoyens. Nous, la gauche républicaine, préoccupée par l'avenir de la Nation citoyenne et attachée à la souveraineté populaire. Nous devons nous adresser aux citoyens orphelins du Bourget et aux républicains qui veulent une réorientation radicale de la construction européenne.

L'Europe ne se fera pas sans les peuples ; avoir pour impératif la reconquête de la souveraineté populaire est indispensable.

Dix ans après, nous ne devons pas avoir peur de faire entendre notre voix singulière à gauche. L'après-2017 verra nécessairement le moment de la reconstruction républicaine. Notre congrès le mois prochain permettra de poser les jalons de notre stratégie politique pour les deux années qui viennent.

Dix ans après le 29 mai, nous sommes fiers d'une France qui est digne de son « Non » en 2005. Notre engagement est intacte pour que la prochaine décennie ne soit pas celle d'un crépuscule austéraitaire, mais le retour de la République en vrai !



© Assemblée nationale

Jean-Luc LAURENT

Président du Mouvement Républicain et Citoyen

LA CRISE POLITIQUE DANS LES URNES

Les élections départementales de mars dernier ont été la quatrième sanction d'affilée pour la gauche au plan national après les élections municipales, européennes et sénatoriales de 2014. L'impopolarité de l'exécutif mesurée à longueur d'année dans les sondages s'est donc concrétisée une fois encore dans les urnes. Le rebond « légitimiste » qui avait prévalu au lendemain de la série d'attentats du début d'année aura donc été de courte durée.

Trois grands blocs émergent de ce scrutin : avec 36,85 %, le total des gauches arrive en tête du premier tour, devant la droite à 35,91 % et le FN à 25,26 %. La tripartition du paysage politique est pour la première fois aussi manifeste. Malgré le maintien de la gauche dans sa diversité à un niveau qui reste honorable, le résultat final des départementales a conduit au basculement de 28 départements de la gauche vers la droite, un record. Seul 1982 connut un sort comparable (13 départements ont basculé à droite dans un scrutin renouvelant la moitié des départements).

UN PREMIER TOUR À ÉLIMINATION DIRECTE

Ce paradoxe est le produit d'un effet massif : la dispersion des candidatures a empêché la présence de candidats de gauche au second tour avec le seuil de 12,5 % d'inscrits comme condition de qualification. Dans un scrutin à faible participation (bien que meilleure qu'en 2011), ce phénomène a favorisé de nombreux duels de second tour entre FN et UMP.

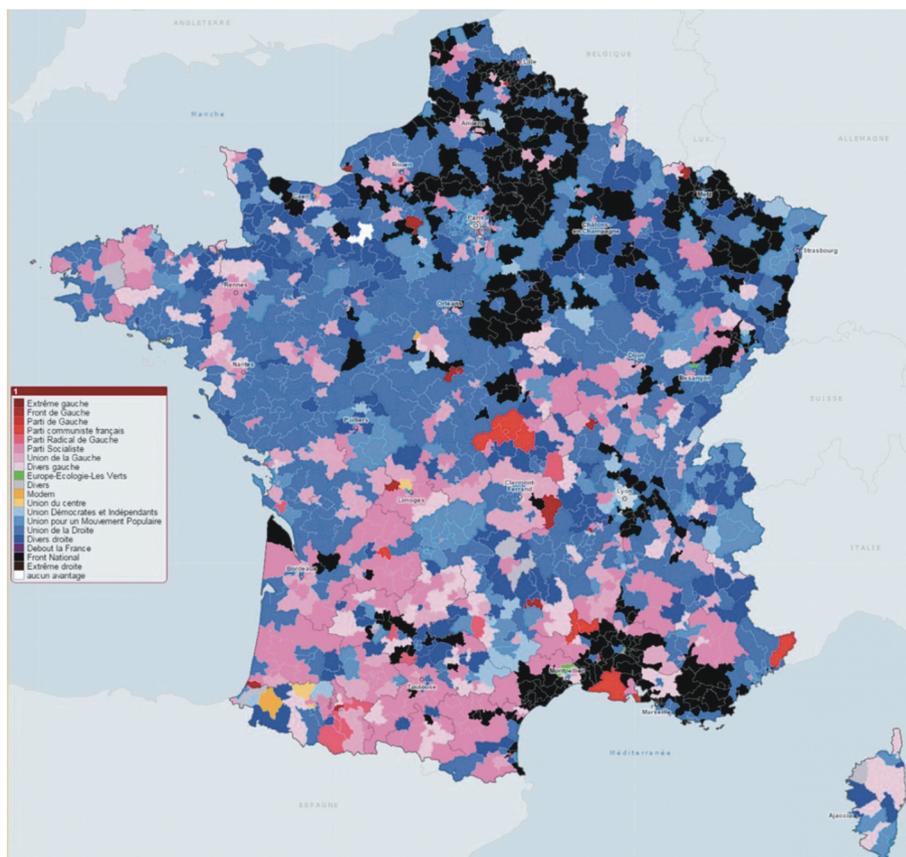


Figure 1 – Couleur politique du binôme arrivé en tête au 1^{er} tour

Avec une participation de 50 %, il fallait en effet être dans les deux premiers ou réaliser un score de 25 % au premier tour. En face, l'union de la droite et du centre a prévalu dans la très grande majorité des cantons.

C'est donc dans les secteurs (souvent ruraux) où la gauche était la moins divisée (Haute-Saône, Meurthe et Moselle, Finistère) ou à forte tradition socialiste (Nièvre, Pas de Calais) et où l'abstention était la plus faible (grand quart sud ouest) qu'elle a réussi à maintenir le département, au bénéfice de triangulaires ou de duels contre le FN au second tour.

PRÉSIDENTIE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

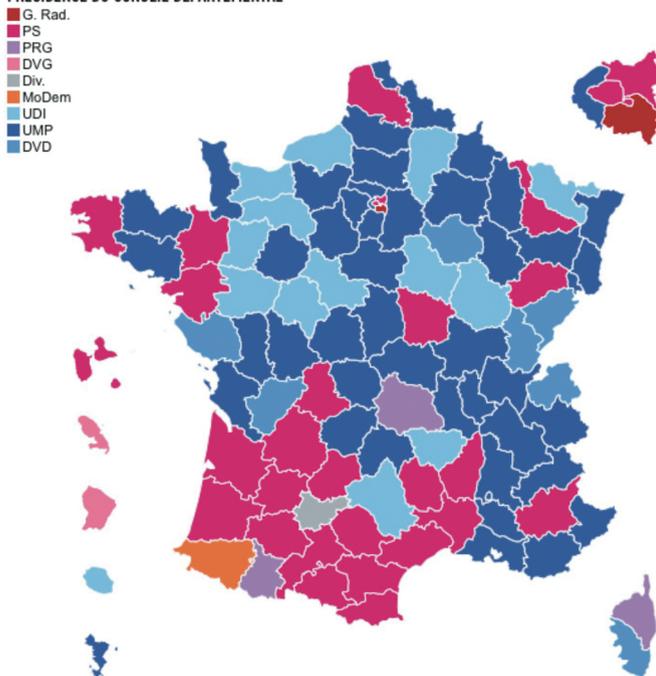


Figure 2 – Couleur politique des nouvelles présidences des Conseils départementaux

LES EFFETS DU NOUVEAU MODE DE SCRUTIN

Mais la défaite a aussi été aggravée par le nouveau mode de scrutin. Deux phénomènes ont favorisé la nationalisation du scrutin : en premier lieu, l'innovation du modèle binominal a rendu obscur ce scrutin pour de nombreux électeurs ; en second lieu l'ampleur du redécoupage cantonal a entraîné la défaite de nombreux conseillers généraux sortants très implantés dans leur canton d'origine. Ensuite, l'effet « amortisseur » de l'ancien système de renouvellement par moitié a cette fois été supprimé par le renouvellement intégral des cantons. Cependant, le redécoupage conduisant au rééquilibrage démographique, la revalorisation des cantons urbains, mécaniquement plus favorables à la gauche, a permis à celle-ci de limiter la casse à certains endroits.

GÉOGRAPHIE DES RÉSULTATS

> LES GAUCHES RÉSISTENT, LE PS DÉVISSÉ

Dans le détail, la défaite de la gauche n'est pas homogène. Quand le PCF, le PG et le MRC maintiennent globalement leur nombre d'élus, EELV en perd un quart, le PRG et le PS en perdent près de 35 %. La gauche de gouvernement a donc plus largement été sanctionnée : Solférino enregistre une perte sèche de plus de 500 conseillers départementaux.

Mais l'analyse détaillée des résultats reste très délicate car le mode de scrutin en binôme a favorisé partout des alliances à géométrie variable conduisant à des combinaisons parfois insolites. Au nord de la Loire, on observe quelques poches de résistance, et le maintien dans le quart sud ouest ainsi que dans les Alpes du sud. Ailleurs, la gauche est quasiment rayée de la carte.

> LE TRIOMPHE OPTIQUE D'UNE DROITE TRÈS COMPOSITE

Avec un score global de 35,91 %, mais globalement unie, la droite a réussi à remporter les deux tiers des départements. A bien des égards, elle doit ce hold-up au mode de scrutin car la droite parlementaire ne progresse que de 0,5 % par rapport à 2011 ! Sur la partie nord du pays, la droite réussit à remporter 80 % des départements, dans les secteurs traditionnellement ruraux, la vallée de la Loire, et les départements frontaliers du nord et de l'Est. Au sud elle enregistre ses victoires en PACA, Rhône Alpes et dans le Massif central. La répartition des sièges au sein de la droite est instructive : en définitive, l'UMP dispose d'à peine plus de 40 % des conseillers départementaux de droite élus, l'UDI 15 %, le Modem 2 %, le reste étant constitué d'élus non encartés.

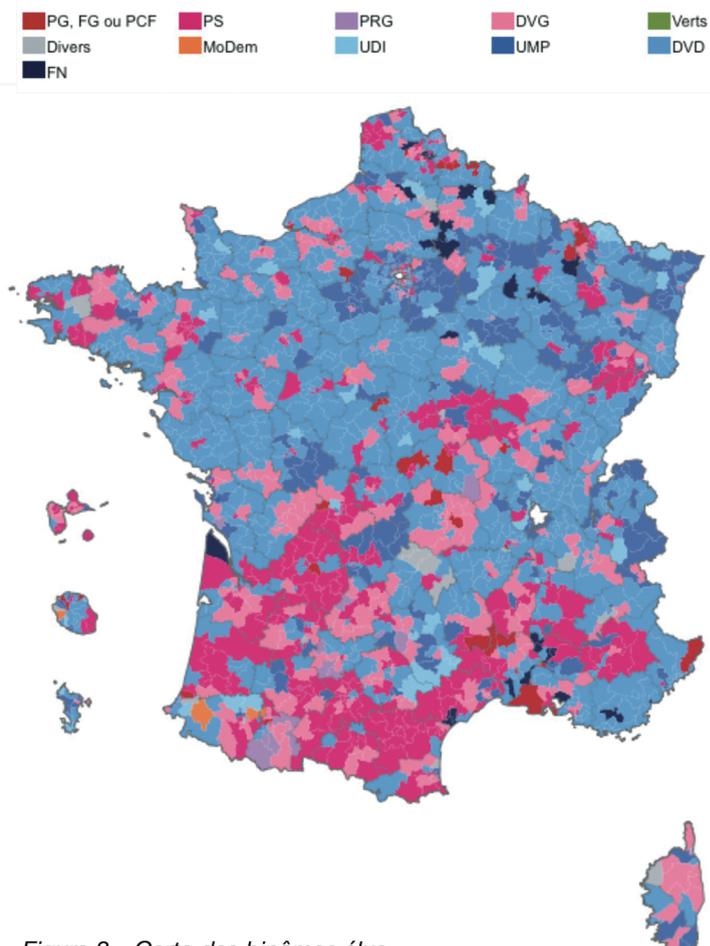
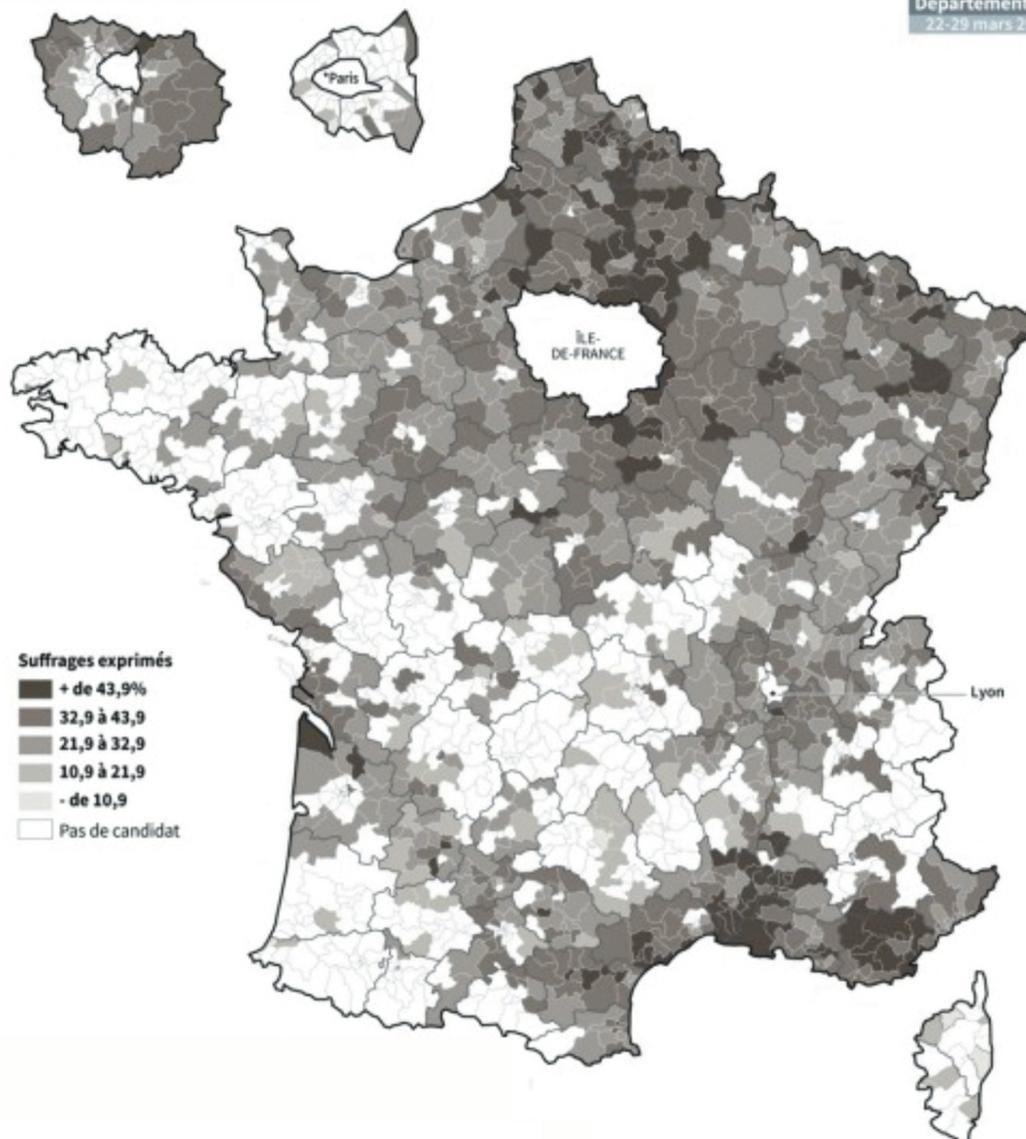


Figure 3 – Carte des binômes élus



L'IRRÉSISTIBLE EXPANSION DU FRONT NATIONAL

Le véritable vainqueur du scrutin reste donc le FN. Malgré un score inférieur aux prévisions des sondeurs, le parti d'extrême droite progresse partout et de manière très significative. Son score lui permet d'arriver en tête du premier tour dans 343 cantons et de se qualifier dans 55 % des cantons, soit 1108 cantons. Cependant, l'effet de seuil du scrutin majoritaire ne lui permet d'obtenir que 62 élus. Son implantation géographique témoigne d'une évolution nette de sa sociologie électorale. En plus de ses fiefs traditionnels (littoral méditerranéen, bassins industriels du nord et de l'est du pays : terres d'accueil historiques des immigrés), il réalise des percées dans des endroits moins habituels : la vallée de la Garonne et l'estuaire de la Gironde, la Vendée, les départements limitrophes de l'Île de France, les zones rurales à forte identité agricole très éloignées des bassins d'immigration. Seules restent relativement épargnés les Alpes, le massif central, les Landes, les Pyrénées et la Bretagne.

Figure 4 – Le vote FN au 1^{er} tour par canton

LA STRUCTURATION DU VOTE

Au-delà de ces observations générales sur les résultats et la répartition géographique du vote, la question posée est celle de la dynamique exprimée par ce scrutin.

En quoi ces élections départementales sont-elles instructives ? Qui vote quoi en 2015 ?

Une première donnée sociologique laisse voir des fractures dans l'expression des Français. La répartition des votes en fonction du niveau de formation permet d'observer un phénomène classique mais de plus en plus marqué : moins les citoyens sont diplômés, plus ils votent FN (jusqu'à 49 % pour les Français sans diplômes). A contrario, les pourcentages de la gauche et de la droite parlementaires progressent avec le niveau d'instruction.

Cette donnée a pu encourager certains analystes à se contenter de raccourcis accommodants pour les élites : on vote FN par ignorance. Au lendemain des élections départementales, ce refrain a donc trouvé une nouvelle fois une certaine audience.

Pourtant, d'autres facteurs structurant du vote des Français peuvent conduire à relativiser ce constat. La répartition du vote FN selon le lieu d'habitation (villes/campagnes) et selon la catégorie socioprofessionnelle (et par extension selon les revenus) témoigne que le vote FN est d'abord un invariant de que le démographe Christophe Guilluy nomme la « France périphérique » : celle qui est reléguée à la marge des territoires dynamiques de la mondialisation qui concentrent les capitaux et les emplois qualifiés.

En fonction de ces deux critères d'approche d'ailleurs, il est patent que les deux grands blocs de la gauche et de la droite parlementaires voient leur score évoluer ensemble.

Cette distinction est aujourd'hui essentielle pour comprendre les phénomènes de rupture et de nouveau clivage qui apparaissent dans la démocratie en France. La tripartition du paysage politique n'est pas nécessairement inscrite dans la durée. Elle pourrait n'être qu'une phase transitoire, préparant ainsi une rebipolarisation. Le risque est grand de voir cette nouvelle bipolarisation se constituer entre un grand bloc libéral (du centre gauche à la droite) qui s'est partagé le pouvoir depuis la fin des trente glorieuses en se contentant d'accompagner la mondialisation, et un bloc de rupture (incarné aujourd'hui par le FN) avec ces politiques qui ont conduit des millions de Français au déclassement social.

Cette répartition des suffrages exprimés ne dit par ailleurs rien du parti de l'ombre, le plus important et qui est aujourd'hui résigné au silence : les abstentionnistes qui font la grève de la démocratie. Comment s'exprimeront-ils le jour où ils retourneront aux urnes ?

Entre les électeurs égarés au FN (25 %) et une moitié d'abstentionnistes, il existe bel et bien dans ce pays une majorité éteinte de citoyens avec laquelle il faudra compter pour raviver la gauche et redresser le pacte républicain. Les élections départementales, après les municipales et les européennes, témoignent de ce qu'un potentiel politique existe dans le pays, sans qu'existe pour l'heure d'offre politique capable de lui parler.

Bastien Faudot, secrétaire national aux élections

JE COMMANDE DU MATÉRIEL MILITANT



AUTOCOLLANTS	exemplaire(s)
AFFICHES 60X80	exemplaire(s)
AFFICHES 40X60	exemplaire(s)
BADGES X 0,50€ = €
DRAPEAUX X 6€ = €

Nom /

Prénom /

CP /

Ville /

TOTAL : €

Les frais postaux sont à la charge des fédérations.
Bulletin à retourner accompagné d'un chèque à l'ordre de « MRC » 3 Avenue de Corbéra 75012 Paris



CHEVÈNEMENTISME / LEPÉNISME : *RIEN À VOIR !*

A part la famille Clinton, aucune famille ne peut rivaliser avec l'abondante couverture médiatique accordée aux Le Pen et leur entreprise politique. Au cours de la querelle de famille, qu'elle se déroule avec Jean-Marie Le Pen dans *Rivarol* ou aujourd'hui avec Florian Philippot dans les colonnes de *GQ*, il arrive régulièrement que des mots d'oiseaux soient échangés, et parmi ceux-ci un mot qui m'est familier : « chevènementiste ».

M. Philippot, le fondé de pouvoir de l'héritière, utilise régulièrement ce qualificatif comme gage de son honnabilité et de sa respectabilité. A l'inverse, le patriarche reste fidèle à la culture politique de l'extrême-droite et l'utilise comme insulte, et pour ôter toute ambiguïté l'associe avec une autre infamie « le marxisme ».

Camarade de Jean-Pierre Chevènement depuis 1976, président du Mouvement Républicain et Citoyen depuis 2006, directeur-adjoint de la campagne présidentielle Chevènement 2002, je pense avoir une idée assez claire de ce qu'est l'engagement chevènementiste.

Les convictions qui nous animent n'ont rien à voir avec l'ancien Front National factieux, rien à voir avec le Front National pseudo-républicain d'aujourd'hui et rien à voir avec le possible futur parti conservateur populiste dont rêve Madame Maréchal-Le Pen.

La vérité du programme lepéniste, c'est la guerre civile : contre les immigrés, contre « les Français de papier » au nom du droit du sang et contre nos compatriotes musulmans jugés inassimilables. La singularité, l'identité profonde du Front National est là. Sur toutes ces questions, le Front National est en rupture avec la tradition républicaine. Le reste est secondaire.

Le Front National n'a le monopole ni du souci de la souveraineté nationale ni de la critique radicale de la monnaie unique et ni d'une aspiration à un changement de cap en Europe. Malheureusement, le consensus sur ces questions est très fort dans les trois principaux partis (PS, UMP, UDI). Toutefois, dans tous les rangs, des voix singulières existent, chez les socialistes, chez les communistes, chez les écologistes, chez les radicaux, chez les « gaullistes »... laisser croire que sur ces questions fondamentales le Front National aurait le monopole du désaccord est un mensonge.

Le FN est fort de ses succès électoraux et il entend pousser son avantage en prétendant au monopole de la critique de nos abandons. Sommes-nous obligés de tomber dans son jeu ? Nous n'avons pas le droit de le laisser faire un lien entre crise identitaire et crise de la souveraineté politique sans réagir et sans rappeler le sens de l'identité républicaine de la France qui rejette la nation ethnique et affirme la nation citoyenne.

Jean-Luc Laurent, 14 avril 2015

RÉSERVEZ VOTRE WEEK-END DU 26 ET 27 SEPTEMBRE 2015 À CLERMONT-FERRAND

Hôtels à proximité :

Mercure centre Jaude 4* - 04 63 66 21 00
www.mercure-clermond-ferrand-centre.com

Océania 4* - 04 73 29 59 59
www.oceaniahotels.com

Suite Novotel 4* - 04 73 42 34 73
www.suitenovotel.com

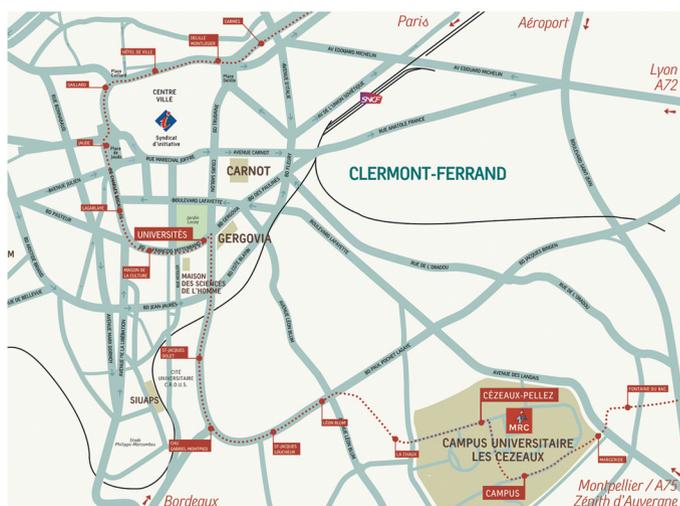
Ace hôtel CHU Estaing 3* - 04 73 14 96 96
www.ace-hotel-clermond.com

Inter-hôtel République 3* - 04 73 91 92 92
www.republique-hotel.fr

Baladins Centre 2* - 04 73 26 24 55
www.clermont-balladins.com

Les commerçants 2* - 04 73 92 37 19
www.lescommerçants.fr

Floride II 2* - 04 73 35 00 20
www.hotel-floride.com



BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom /

Prénom /

Adresse / CP / Ville /

Courriel / Téléphone /

	PLEIN TARIF	TARIF RÉDUIT (étudiants et chômeurs)	
DÉJEUNER SEUL	15 euros	10 euros	<input type="checkbox"/>
DÎNER SEUL	35 euros	25 euros	<input type="checkbox"/>
INSCRIPTION AUX TRAVAUX (obligatoire)	30 euros	20 euros	<input type="checkbox"/>
FORFAIT GLOBAL (réduction de 25% par rapport à la participation à la carte)	60 euros	40 euros	<input type="checkbox"/>

Cocher la/les prestation(s) retenue(s)

J'arrive en avion le/09 àh....., je prends contact avec la fédération

Je fais partie du comité jeunes, je souhaite bénéficier de l'hébergement dans le forfait global (15 places maximum)

MODALITÉS D'INSCRIPTION :

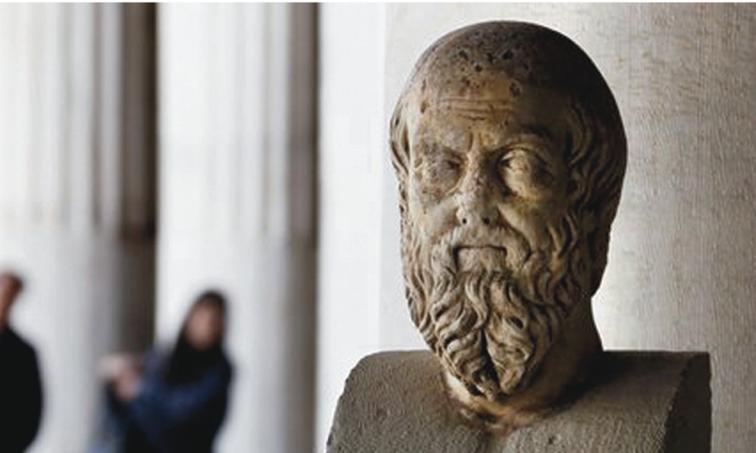
Ordre du chèque : **MRC comité départemental 63**

Bulletin à retourner **avant le 12 septembre 2015** à Jean-Marc Mignet,
100 rue de La Parlette, 63000 Clermont-Ferrand - un bulletin par personne.

INFORMATIONS :

Jean-Marc Mignet : 06 42 80 22 91
mignet.jean-marc@orange.fr
Monique Bonnet : 06 88 56 44 13

UN NOUVEAU COUP PORTÉ À L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE AU NOM DES BONS SENTIMENTS.



La petite musique du retour à l'École républicaine n'aura guère duré. Après avoir fait judicieusement machine arrière sur la fin des notes à l'école après les terribles événements de janvier, la ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur a dévoilé, il y a un mois, sa « réforme » du collège.

La philosophie générale de cette « réforme » est la remise en cause insidieuse de l'enseignement par discipline. Symboles de cette volonté, les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI), sortes de modules à visée pratique (réalisation de maquettes, informatique, ateliers divers), sont appelés à occuper 20 % de l'horaire du tronc commun soit environ 4h au cours desquelles des enseignants de diverses disciplines devront traiter en commun une partie de leurs programmes respectifs en les intégrant dans des thèmes généralistes « développement durable », « citoyenneté » etc. capables de donner lieu à des réalisations concrètes de la part des élèves. Les heures consacrées aux EPI seront ainsi retranchées à l'horaire des disciplines impliquées. La ministre défend cette innovation au nom de l'autonomie des élèves et de la transmission des grandes valeurs fondatrices de la République. Nous croyons que réaliser une maquette d'éolienne ne remplacera jamais l'acquisition patiente et régulière des savoirs des sciences physiques ou que mettre en place une exposition n'exemptera pas l'élève de l'assimilation de l'histoire ou de l'analyse des œuvres d'art. Au mieux, ces activités peuvent s'insérer dans le cadre de l'enseignement d'une discipline comme mise en pratique de connaissances déjà maîtrisées.

Penser qu'elles peuvent être le cadre de l'apprentissage est un leurre que les itinéraires de découverte ou les travaux personnels encadrés au lycée, déjà à l'œuvre depuis une dizaine d'années, ont mis en lumière. Diminuer les horaires de mathématiques, de français ou d'histoire au profit de telles expérimentations ne fera qu'aggraver la chute du niveau des élèves français. Pire, ces expériences pédagogiques échoueront à transmettre les valeurs républicaines. Ce n'est pas sous la forme de modules thématiques ou, pire, d'incantations que l'on acquiert ces principes mais bien dans la fréquentation assidue et rigoureuse de l'Histoire ou des œuvres littéraires et artistiques.

L'interdisciplinarité est un défi passionnant mais exigeant qui doit s'enraciner dans le contenu, une fois assimilé par les élèves, de chaque discipline. Des projets sont alors susceptibles de naître entre les lettres et l'histoire, entre les mathématiques et les sciences physiques ou autres. Pourquoi ne pas consacrer un horaire dédié à de tels croisements disciplinaires en plus de l'horaire de chaque matière ? Pourquoi ne pas laisser la liberté aux enseignants de bâtir ses projets plutôt que d'imposer le cadre étroit de huit thèmes transversaux qui risquent de produire des mariages forcés et peu pertinents entre les disciplines ? Les EPI risquent de manquer la cible et de n'être dans l'esprit des élèves qu'un saupoudrage superficiel. Enfin, la philosophie sous-jacente à cette pédagogie de projets génère de grandes inquiétudes. Les responsables ministériels la défendent comme « un remède à l'ennui des élèves » qu'il s'agit de divertir par des réalisations concrètes. Transformer l'École en centre aéré est-il devenu l'unique horizon des pédagogues du ministère ? Où sont passées les valeurs d'effort, de persévérance et de mérite que notre École a toujours su porter dans le passé ?

Pour couronner cet échec programmé, « la réforme » prévoit la suppression des options de latin et de grec avec programme national et horaires spécifiques, pour en faire un thème possible des EPI. La directrice générale de l'Enseignement scolaire puis la ministre elle-même ont indiqué qu'une telle mesure permettra à un plus grand nombre d'élèves d'y être sensibilisés. Là encore, nous craignons que le ministère ne fasse fausse route. Comme EPI, les modules de langues et cultures de l'Antiquité devront être retranchés de l'horaire de français et se limiteront de fait à quelques

remarques étymologiques ou historiques.

L'enseignement complémentaire réservé à ces langues (1h en 5e, 2h en 4e et 3e) qui a été proposé, en réponse à la fronde des professeurs, est un leurre : d'une part, il réduit le volume horaire actuellement alloué à ces disciplines et, d'autre part, il sera laissé au choix des établissements et n'apparaît pas dans la grille horaire des enseignements rendue publique par le ministère le 30 mars.

Autant dire que l'enseignement du latin et du grec, comme langues à part entière, porteuses d'une civilisation, au fondement de notre culture française et européenne, est mort. C'est méconnaître le puissant rôle intégrateur de ces disciplines de plus en plus enseignées dans les établissements classés ZEP car elles aident les élèves à progresser dans la connaissance du français et de la culture européenne. Avec cette « réforme », les inégalités se trouveront renforcées et l'accès à ces langues réservé à des milieux socio-culturels élevés. Supprimées au collège, ces options le seront inévitablement au lycée dans un avenir proche. La gauche ne peut être l'auteur d'un tel renoncement.

Enfin, les jeunes du MRC remettent en cause les effets d'annonce concernant la mise en place d'aides individualisées et le début de l'apprentissage de la LV2 dès la 5e au lieu de la 4e. Si ces mesures semblent positives, en particulier la première, la ministre oublie de préciser que ces heures d'accompagnement sont déduites des horaires disciplinaires tandis que les horaires de LV2 sont en fait étalées sur trois ans au lieu de deux au détriment de la LV1 qui se voit diminuée d'une heure. Enfin, la réforme entend supprimer les classes européennes et bi-langues ce qui entraînera la suppression de nombreux postes de professeurs de langue et notamment de langue allemande.

Ce nouveau cadre pédagogique dissimule par ailleurs un contenu inquiétant. Les projets de programmes approuvés par le Conseil supérieur des programmes frappent par le retour au jargon pédagogue qui cache mal une perte de contenu et de sens.

Le français devient un langage parmi d'autres aux côtés des langages mathématiques et des langages corporels et son apprentissage ne se fonde plus sur la grammaire et les grands auteurs qui n'apparaissent pas en tant que tels dans le contenu programmatique.

Ce sont désormais des thèmes bien abscons (« Dire l'amour », « La ville lieu des possibles » etc.) qui s'imposent et au sein desquels les enseignants sont censés faire entrer les textes et le contenu linguistique. Une vision utilitariste de la littérature qui fait fi de l'histoire littéraire et du génie de la langue.



Quel crédit apporter à ces programmes quand l'un des concepteurs déclare sur son blog : « Il faut en finir avec les heures perdues à faire étudier l'orthographe des adjectifs de couleur, les deux premières personnes du passé simple ou les distinctions subtiles entre figures de style » ? La même volonté de déstructuration est perceptible dans les programmes d'Histoire qui couronnent une approche sélective du passé, par focus successifs, qui n'a eu de cesse, jusqu'ici, de déconstruire l'apprentissage des repères chronologiques. Que dire, par ailleurs, de la faculté laissée aux enseignants de ne pas enseigner des pans entiers de notre histoire, de l'Empire carolingien aux Lumières en passant par la chrétienté médiévale ?

Nous appelons donc la ministre à prendre en compte l'avis des professeurs de terrain qui, déjà, se mobilisent contre cette fausse réforme et à ne pas céder aux trompettes des idéologues et à l'idéologie. Il en va de l'avenir de la jeunesse de France qui a, plus que jamais, besoin d'un idéal fédérateur que seule l'École de la République, par le savoir et la rigueur, est capable de lui donner. C'est un enjeu majeur pour le futur de notre société. Nivelier par le bas, consacrer en l'amplifiant la politique menée par la droite (socle commun) ne renforcera pas l'égalité entre les élèves. Cette réforme ne fera qu'accentuer les disparités culturelles et sociales entre les enfants de France.

Nous renvoyons Najat Vallaud-Belkacem à son illustre prédécesseur, Jean-Pierre Chevènement. Dans une conférence, donnée le 14 mars 2015 devant le comité Laïcité et République, l'ancien ministre de l'Éducation nationale affirmait « On ne peut pas aimer la République quand on n'aime pas sa langue et son Histoire. Un pays qui ne s'aime plus ne peut agréger de nouveaux citoyens ». Voilà l'objectif qui devrait être assigné à toute réforme des programmes ou du système scolaire. Nous en sommes loin avec le projet actuel et les nouveaux programmes qui lui sont associés.

Les jeunes du MRC

RENCONTRES DU MRC

FAUT-IL SAUVER L'EURO ?

RETRANSCRIPTION INTÉGRALE SUR :
MRC-FRANCE.ORG

PROGRAMME DU WEEK-END

Samedi 13 juin

- 9h00 : accueil
- 9h30 : ouverture
- 10h00 : rapport d'activité et rapport financier : présentations et débat
- 10h30 : présentation des 3 motions
- 11H00 : vote sur les 3 motions
- 11H15 : ouverture du débat général
- 13h00 : déjeuner
- 14h30 : reprise des travaux : suite du débat général
- 17h00 : projet de modification des statuts : présentation, débat et vote
- 18h30 : suspension des travaux

Dimanche 14 juin

- 9h00 : accueil
- 9h30 : votes sur le rapport d'activité et le rapport financier
- 9h45 : rapport de la commission des résolutions et votes
- 10h30 : élections du Président et du Secrétariat national
- 10h45 : accueil et présentation des invités
- 11h15 : annonce des résultats
- 11h30 : discours de clôture



ÉLÉMENTS PRATIQUES

Les Salons de l'Aveyron
17 rue de l'Aubrac 75012 Paris

Voiture : sortie Porte de Bercy, direction Paris centre, sortie Bercy Cour Saint-Emilion

Parking : Saint-Emilion, Bercy Terroir, Gare de Bercy

Métro : Ligne 14, Cour Saint-Emilion

Bus : ligne 24 ou 64, arrêt Dijon Lachambaudie

Hôtels à proximité :

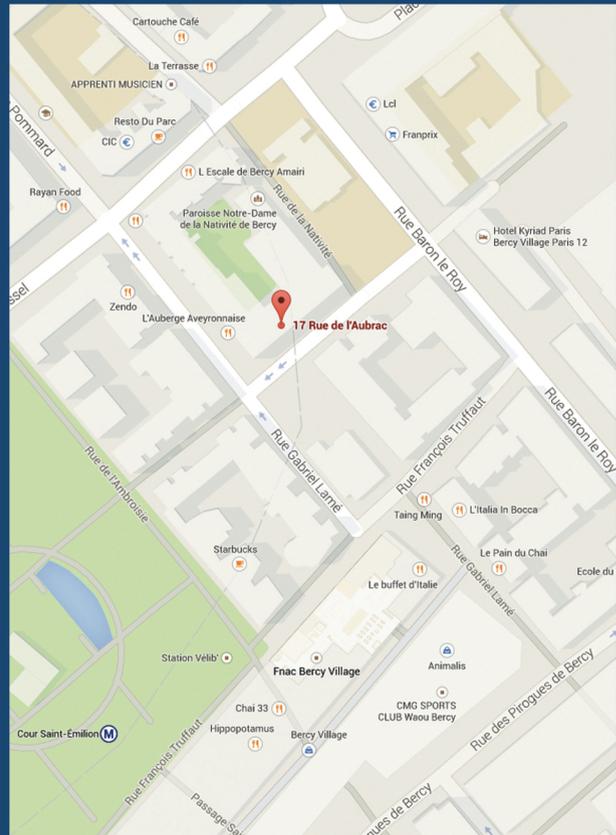
Pullman Paris-Bercy 4* - 01 44 76 34 00

Kyriad Paris-Bercy 3* - 01 44 76 75 75

Ibis Paris-Bercy 3* - 01 49 28 06 06

SA Pradotel - 01 49 28 06 06

Adagion - 01 53 02 11 00



BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom /

Prénom /

Adresse / CP / Ville /

.....

Courriel /

Téléphone /

Fédération / Union régionale /

Je suis : délégué

auditeur

Bulletin à retourner **avant le vendredi 5 juin 2015** au siège national du MRC - 3 avenue de Corbéra 75012 Paris ou par courriel contact@mrc-france.org

#PRINTEMPSRÉPUBLICAIN



2005-2015 : NON C'EST NON!



MRC-FRANCE.ORG/ADHESION
[@MRC_FRANCE](https://twitter.com/MRC_FRANCE) [@JEUNES_MRC](https://twitter.com/JEUNES_MRC)